Numéro 159

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
JUILLET - AOUT 2026
KINSHASA-R.D.C

M.E.S., n°159
Juillet -Août 2026

SOMMAIRE

- Jean-Louis Kayembe wa Kayembe, *De l'énigme de l'abondance instable au régime de dépendance externe : une refondation de la théorie de la demande de réserves pour les économies extractivistes en situation de dollarisation extrême* 1
- Guy Didier Kintambu Kibanimba Sima, *L'entrepreneuriat comme outil de réduction de la pauvreté en République Démocratique du Congo : analyse transversale des entrepreneurs de Kinshasa* 20
- Brigitte Anibiloni Sungufue, *Impact économique et géopolitique de la suspension des exportations de cobalt de la RD Congo : mécanismes d'ajustement du marché et des stratégies nationales* 26
- Arjule-Berius Emongami Mpoyi, *Vérification de l'effet d'Olivera-Tanzi : le cas de la République Démocratique du Congo de 2002 à 2025* 34
- Gilbert Ngandu Kayembe, *Digitalisation du processus d'octroi de crédit et optimisation de l'expérience client : analyse comparative de Rawbank et EquityBCDC en République Démocratique du Congo* 42
- Esdras Auga Eleka, Augustin Cilengi Kandolo, *La stabilisation monétaire en RD Congo : personnalité des décideurs et chances de succès* 50
- Jean Ngandu Kabeya, *Contribution économique et budgétaire des entreprises publiques en République Démocratique du Congo* 59
- Daudet Ngouanyange Ndjondo, *Règles budgétaires et évolution de l'inflation en République Démocratique du Congo de 2002 à 2025* 67
- Chancelier Muyene Nestor, Gédéon Miassa, Beni Masisa Nzuzi, *Gouvernance et management des structures de la recherche scientifique en RD Congo : enjeux et perspectives* 76
- Michel Kabangi Kisopa, *Inclusion financière et développement socio-économique en République Démocratique du Congo : dynamiques de numérisation, contraintes structurelles et enjeux d'une inclusion productive (2000–2024)* 83
- Nathan Nathanael Abraham, *Évolution de la pression fiscale en République Démocratique du Congo de 2010 à 2024* 92
- Michael Ngiengi Nzim, Junior Bukasa Mokomba et Jean-Marc Botuli Banga, *Asymétrie de la gestion des dépenses publiques et instabilité de la balance courante en République Démocratique du Congo : le verdict d'un modèle NARDL structurel (1970–2022)* 99
- Sephora Mala Kabuya, *Ressources internes et financement des dépenses publiques d'investissement en République Démocratique du Congo : une évaluation de la capacité d'autofinancement de l'État de 2014 à 2024* 106
- Berdi Mola Nondi, *Pressions spéculatives et crises de change en République Démocratique du Congo : une analyse descriptive par l'indice de pression sur le marché de change (2006–2024)* 113
- Cathy Elambo Ekole, *Multi-appartenance de la République Démocratique du Congo aux communautés économiques régionales et convergence économique : impact sur la croissance économique nationale*……120
- Gerard Kaja Kambowa, *Fiscalité et dynamique de croissance endogène en République Démocratique du Congo : une analyse macroéconomique (2002–2024)* 126
- Manassé Ngadi Muanda, *Analyse du marché des crédits carbone en République Démocratique du Congo : opportunités et défis pour la transition écologique* 131
- Plamedi Ndongala Nzemba, *Politique monétaire, inflation et développement socio-économique en République Démocratique du Congo : analyse de l'efficacité des instruments conventionnels de la Banque centrale du Congo de 2000 à 2025* 139

- Jocelyn Djamano Ngandombelo, *Arbitrage croissance-environnement et défaillances institutionnelles dans le secteur forestier congolais : une analyse causale par modèles à cointégration (1980–2022)* 147
- Joseph Mbuyu Numbi, *La reclassification des substances minérales stratégiques et son impact sur les recettes minières depuis 2018* 154
- Gabriel Mboyo Ilekanya, *Cartographie des flux dans les secteurs clés (ressources naturelles) : enjeux, traçabilité et gouvernance* 160
- Chadrack Munanga Mwiki, *Les mécanismes d'incitation fiscale comme leviers de formalisation des entreprises informelles en République Démocratique du Congo : défis, limites et perspectives* 167
- Salomon Ngondo Ngal, *L'épargne face à l'épreuve de la bancarisation de la paie des agents de l'État : analyse critique et cas pratiques en Afrique* 178
- Elie-Roger Opango Lufungula, *Ouverture commerciale, gouvernance économique et croissance économique en République Démocratique du Congo : analyse descriptive de la période 2000–2024* 184
- Daniel Furaha Uma, *Incidence de la gouvernance forestière sur la pauvreté des ménages dans le territoire de Mambasa* 193
- Imuine Musenga Sekula, *Incidence de la gouvernance interne sur la rentabilité des PME à Kinshasa* ... 202
- Matiti Ndanziam Logos, *Évolution, structure et soutenabilité de la dette publique en République Démocratique du Congo : analyse de la période 2020–2024* 211
- Constantin Mbengele Kweteb Thamuk, *La gestion des conflits organisationnels dans les administrations publiques en République Démocratique du Congo : cas du Ministère de la Fonction publique* 221
- Moise Djamba Okito, *Dynamique de l'épargne publique en République Démocratique du Congo : analyse de la causalité entre les dépenses et les recettes courantes* 227
- Yann Djoli Esenga, *Gouvernance minière et efficacité environnementale en République Démocratique du Congo : une analyse économétrique des impacts écologiques du Code minier* 235
- Adrickson Mbuyi Mbala, *Ouverture commerciale et niveau de vie en République Démocratique du Congo : une analyse par le modèle ARDL sur la période 1994–2024* 242
- Jean-Louis Kayembe wa Kayembe, *De l'intervention à l'instabilité : le paradoxe des réserves de change en contexte de dollarisation extrême. Une analyse EGARCH de la politique monétaire congolaise (2015-2025)* 249
- Gédéon Miassa, Héraclès Kabwasa, Chancelier Muyene Nestor, *Communication interne comme outil stratégique de performance organisationnelle des PME de Kinshasa : une analyse quantitative*…….264
- Fiston Kikuni Mulakilwa, *Volatilité du taux de change et inflation en République Démocratique du Congo de 2000 à 2023 : une analyse empirique* 272
- David Mavuma et Christ Kahambwe, *Restriction des transactions de devises en espèce et effet potentiel sur le pouvoir d'achat des ménages : cas de la République Démocratique du Congo* 280
- Gildas Mbungu Muanda, *Adoption des technologies mobiles (Mobile Money et réseaux sociaux), rôle médiateur de la confiance numérique et performance commerciale perçue des PME à Kinshasa : une application du modèle TAM étendu* 292
- Jacques Bosonko Malonga, *Style managérial, perception des employés et performance globale : cas de la REGIDESO et de la SNEL* 298
- Yoshi Lelo Issa, *La gestion du changement organisationnel face à la digitalisation des services administratifs aux Cliniques universitaires de Kinshasa* 303
- Jacob Makanzu Nkawa, *Évaluation de l'effet de la rémunération sur la motivation des salariés des entreprises publiques du secteur de l'énergie en République Démocratique du Congo : cas de la SNEL SA et de la REGIDESO SA* 309
- Serge Kayila Mutombe, *La légitimité des PME en environnement hostile via la responsabilité sociale des entreprises* 316
- Norbert Mukadi Mbuyi, *Intégration des pratiques de responsabilité sociétale dans les PME de la ville de Kinshasa : entre contraintes opérationnelles et opportunités stratégiques* 324
- Asnath Mujinga Mwamba, *Fiscalité des zones économiques spéciales et attractivité des investissements directs étrangers en République Démocratique du Congo : une analyse coût-bénéfice* 334

– Prince Tshimbela Kadiata, *Mécanismes de contrôle de la sous-traitance et résilience organisationnelle en période de crise : une étude comparative entre le CGEA/CREN-K et les Cliniques universitaires de Kinshasa* 340
– Jonathan Salumu Akili-Mali, *Sécurité et attractivité des investissements directs étrangers dans la Communauté d'Afrique de l'Est : évidence empirique à partir d'un modèle Panel VAR* 347
– Héraclès Kabwasa, Gédéon Miassa, Chancelier Muyene Nestor, *Productivité des dépenses publiques et croissance économique en République Démocratique du Congo* 355
– Fidèle Kiyanze Mazela, *L'impact de la gouvernance et du management du changement sur la performance du système d'enregistrement des enfants à l'état civil au Kwilu de 2015 à 2025* 363
– Daddy Efambeka Moyengelo, *Gouvernance comptable et inclusion financière : incidences de l'audit sur l'accès au crédit des entreprises en RD Congo* 369
– William Feruzi Misenga, *Gestion de la politique des prix pendant la crise sanitaire en République Démocratique du Congo : le cas de la pandémie du COVID-19* 375
– Mukeba Meta Mireila, *Les déterminants de la compétitivité des PME congolaises dans le développement des marchés étrangers dans le secteur agroalimentaire* 382
– Jonathan Salumu Akili-Mali et Christian Ntikala Koko, *Taux d'intérêt réel de la dette publique extérieure et croissance économique en République Démocratique du Congo : évidence empirique de la période 2002-2025* 387
– Joël Bunduki Kambulu, *Analyse de l'impact du contrat de performance sur le rendement des agents des régies financières en République Démocratique du Congo* 394
– Joseph Tshabunda, *Réformes de la comptabilité publique et gouvernance financière en République Démocratique du Congo : une analyse de l'équité dans l'allocation des ressources publiques (2004-2023)*…401

ÉVOLUTION, STRUCTURE ET SOUTENABILITÉ DE LA DETTE PUBLIQUE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO :

analyse de la période 2020-2024

par

MATITI NDANZIAM LOGOS

Apprenant en Sciences de Économiques, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Université de Kinshasa

Résumé

La dette publique constitue un instrument essentiel de financement des politiques publiques, particulièrement dans les pays en développement confrontés à d'importants besoins d'investissement. En République Démocratique du Congo (RDC), le recours à l'endettement s'est intensifié au cours des dernières années afin de soutenir les dépenses publiques, les infrastructures et les réformes économiques. Toutefois, cette dynamique soulève des interrogations relatives à la soutenabilité de la dette et à la capacité de l'État à honorer durablement ses engagements financiers. Cette étude analyse l'évolution, la structure et la soutenabilité de la dette publique congolaise sur la période 2020-2024. Elle poursuit deux objectifs spécifiques : analyser l'évolution de la dette publique et examiner la structure de la dette intérieure et extérieure afin d'en apprécier les implications sur la soutenabilité financière. L'étude mobilise une approche descriptive basée sur les données de la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP). Les résultats montrent que l'encours de la dette publique est passé de 6,19 milliards USD en 2020 à 13,17 milliards USD en 2024, soit une augmentation de plus de 112 %. Le taux d'endettement est passé de 12,72 % à 18,49 % du PIB. L'analyse révèle également une forte prédominance des créanciers multilatéraux dans la dette extérieure ainsi qu'une progression rapide de la dette intérieure. Le service de la dette a plus que doublé sur la période, atteignant 1,15 milliard USD en 2024. Malgré ces évolutions, les indicateurs observés demeurent globalement compatibles avec les seuils internationaux de soutenabilité. L'étude recommande néanmoins le renforcement des mécanismes de gestion de la dette, l'amélioration de la mobilisation des ressources intérieures et une utilisation plus productive des emprunts publics.

Mots-clés : *dette publique, soutenabilité, dette extérieure, dette intérieure, RDC, gestion de la dette.*

Abstract

Public debt is a major instrument for financing public policies, particularly in developing countries facing significant investment needs. In the Democratic Republic of Congo (DRC), government borrowing has increased substantially in recent years to support public expenditure, infrastructure projects and economic reforms. However, this trend raises concerns regarding debt sustainability and the government's ability to meet its financial obligations over time. This study analyzes the evolution, structure and sustainability of public debt in the DRC over the period 2020–2024. Specifically, it aims to assess the dynamics of public debt and examine the composition of domestic and external debt in order to evaluate their implications for fiscal sustainability. Using descriptive analysis based on data from the Public Debt Management Office (DGDP), the findings show that total public debt increased from USD 6.19 billion in 2020 to USD 13.17 billion in 2024, representing an increase of more than 112 percent. The debt-to-GDP ratio rose from 12.72 percent to 18.49 percent. The analysis also highlights the predominance of multilateral creditors within external debt and the rapid growth of domestic debt. Debt servicing more than doubled during the period, reaching USD 1.15 billion in 2024. Although these developments remain broadly consistent with international debt sustainability thresholds, the study recommends strengthening debt management mechanisms, improving domestic resource mobilization and ensuring more productive use of public borrowing.

Keywords: *public debt, sustainability, external debt, domestic debt, DRC, debt management.*

INTRODUCTION

La dette publique finance les politiques économiques et sociales des États. Elle est souvent indispensable face à des ressources fiscales limitées, une faible épargne intérieure et de grands besoins de développement. Elle finance les investissements publics, les infrastructures et la croissance économique, améliorant ainsi le bien-être des populations. Si les fonds empruntés sont investis dans des projets productifs, la dette publique stimule le développement économique et renforce les capacités de l'État.

L'endettement peut stimuler le développement, mais il devient un risque macroéconomique s'il est trop élevé ou si la capacité de remboursement est faible. Une dette publique excessive peut freiner l'investissement privé, augmenter les charges budgétaires et menacer la stabilité financière de l'État. La soutenabilité de la dette est donc la capacité d'un État à rembourser ses dettes sans ajustements budgétaires excessifs ni nuire à sa croissance future.

Depuis vingt ans, la soutenabilité de la dette publique est un enjeu majeur de gouvernance économique mondiale. Après les allègements de la PPTE et de l'IADM, de nombreux pays en développement ont recommencé à s'endetter pour financer leur développement. Mais la crise financière de 2008, la pandémie de COVID-19, les tensions géopolitiques et le durcissement des conditions financières

internationales ont fait grimper l'endettement public en Afrique (Banque mondiale, 2024 ; FMI, 2024). Cela suscite des inquiétudes sur le surendettement et la viabilité des finances publiques.

La RDC continue d'emprunter, malgré l'allègement de sa dette, pour financer son budget, ses investissements et ses réformes. L'augmentation des dépenses publiques, le besoin d'infrastructures et les difficultés à collecter des recettes internes expliquent ce recours à l'emprunt. Le développement du marché des titres publics a aussi fait augmenter la dette intérieure, changeant la structure de la dette publique. Cette évolution pose des questions sur l'avenir de l'endettement public en RDC. Si l'emprunt peut aider au développement, une accumulation rapide augmente les remboursements et limite les marges budgétaires de l'État. L'évaluation de la structure et de la soutenabilité de la dette est donc cruciale pour les décideurs, les partenaires et les chercheurs.

Cette étude analyse l'évolution, la structure et la soutenabilité de la dette publique en RDC de 2020 à 2024. Elle répond à deux questions principales : comment la dette a-t-elle évolué et quelle est l'influence de sa structure sur sa soutenabilité ? Du point de vue méthodologique, elle repose sur une approche descriptive et analytique. Les données proviennent principalement des rapports annuels de la Direction Générale de la Dette Publique couvrant la période 2020-2024. Les indicateurs analysés sont : l'encours de la dette publique ; la dette extérieure ; la dette intérieure ; le taux d'endettement ; le service de la dette ; les décaissements ; la structure des créanciers. L'analyse est fondée sur l'évolution temporelle des indicateurs ainsi que sur l'examen de leur composition.

I. REVUE DE LITTERATURE

1.1 Fondements théoriques

La théorie de la soutenabilité de la dette développée par Domar (1944) soutient qu'une dette publique est soutenable lorsque son taux de croissance demeure inférieur au taux de croissance de l'économie. Selon cette approche, l'endettement n'est pas problématique tant que les capacités futures de remboursement progressent à un rythme suffisant.

La théorie du surendettement développée par Krugman (1988) considère qu'au-delà d'un certain seuil, l'endettement exerce des effets négatifs sur la capacité d'investissement et sur la stabilité macroéconomique. L'accumulation excessive de dette réduit la confiance des investisseurs et augmente le risque de crise budgétaire.

Plus récemment, les travaux de Reinhart et Rogoff (2010) mettent en évidence l'existence de seuils critiques d'endettement au-delà desquels les performances économiques peuvent se détériorer. Cette littérature souligne l'importance d'une gestion prudente des emprunts publics.

1.2 Revue empirique

La littérature empirique consacrée à la dette publique met en évidence des résultats contrastés quant à ses effets sur les performances économiques et la stabilité financière des États. De manière générale, les travaux soulignent que l'impact de la dette dépend non seulement de son niveau, mais également de sa structure, de son utilisation et de la qualité de la gouvernance économique. Pattillo, Poirson et Ricci (2011) montrent que la dette extérieure peut contribuer positivement au développement lorsqu'elle est affectée à des investissements productifs susceptibles de générer une croissance économique durable. En revanche, lorsque les ressources empruntées sont utilisées à des fins de consommation ou de financement de déficits récurrents, les effets bénéfiques de l'endettement tendent à disparaître.

Dans une étude portant sur un large échantillon de pays en développement, Reinhart et Rogoff (2010) concluent que des niveaux élevés de dette publique sont généralement associés à un ralentissement de la croissance économique. Les auteurs identifient notamment des seuils critiques au-delà desquels l'accumulation de la dette devient susceptible de freiner les performances économiques. De leur côté, Caner, Grennes et Koehler-Geib (2010), à partir d'un échantillon de 101 pays, mettent en évidence l'existence d'un seuil d'endettement proche de 77 % du PIB pour les pays en développement, au-delà duquel les effets de la dette sur la croissance deviennent négatifs.

Pour les pays africains, Presbitero (2012) montre que l'accroissement rapide de la dette publique peut réduire les perspectives de croissance lorsque les capacités institutionnelles et budgétaires sont limitées. Dans le même sens, Coulibaly et Gandhi (2018) observent que la soutenabilité de la dette dépend fortement de la capacité des États à mobiliser les recettes publiques et à gérer efficacement leurs engagements financiers. Leurs résultats indiquent que les pays disposant d'institutions solides et d'une meilleure gouvernance budgétaire sont davantage en mesure de supporter des niveaux élevés d'endettement sans compromettre leur stabilité financière.

D'autres travaux mettent l'accent sur le rôle de la structure de la dette. Panizza et Presbitero (2014) soulignent que la composition entre dette intérieure et dette extérieure influence considérablement le risque

de soutenabilité. Selon ces auteurs, une dépendance excessive à la dette extérieure expose les pays aux risques de change et aux fluctuations des marchés financiers internationaux, tandis qu'un développement progressif de la dette intérieure peut contribuer à réduire certaines vulnérabilités, à condition que le marché financier domestique soit suffisamment développé.

Dans le contexte africain, l'étude de l'African Development Bank (2022) montre que la hausse récente de l'endettement observée dans plusieurs pays du continent résulte principalement des besoins de financement des infrastructures, des conséquences de la pandémie de COVID-19 et de la faiblesse persistante des recettes fiscales. L'institution souligne que la soutenabilité de la dette dépend désormais davantage de la qualité de la gestion budgétaire et de la capacité à transformer les ressources empruntées en investissements productifs.

En République Démocratique du Congo, les analyses de la Banque mondiale (2023) et du Fonds Monétaire International (2024) indiquent que le pays demeure globalement exposé à un risque modéré de surendettement, malgré l'augmentation progressive de l'encours de la dette publique. Toutefois, ces institutions soulignent que la progression rapide du service de la dette, l'accroissement de la dette intérieure et les besoins croissants de financement public nécessitent une vigilance accrue afin de préserver la soutenabilité budgétaire à moyen et à long terme. Les rapports de la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) mettent également en évidence une transformation progressive de la structure de la dette congolaise, marquée par une montée en puissance des engagements intérieurs parallèlement à la prédominance persistante des créanciers multilatéraux dans la dette extérieure.

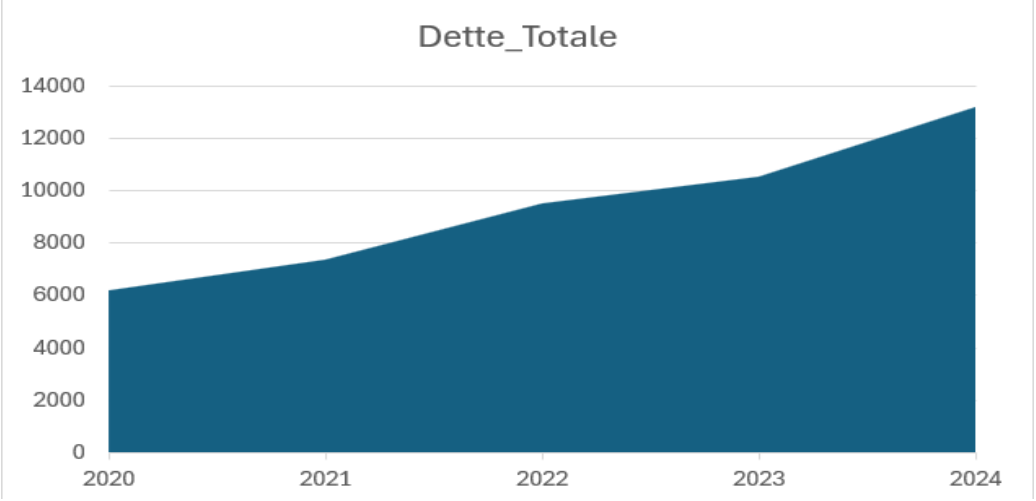
Dans l'ensemble, la littérature empirique converge vers l'idée que la soutenabilité de la dette publique ne dépend pas uniquement de son niveau absolu, mais également de sa structure, de la capacité de remboursement de l'État, de la qualité des institutions et de l'efficacité avec laquelle les ressources empruntées sont utilisées. Ces enseignements justifient l'intérêt d'une analyse approfondie de l'évolution, de la structure et de la soutenabilité de la dette publique en République Démocratique du Congo.

II. PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

2.1 Évolution de la dette publique

Avant d'examiner en détail la structure de l'endettement public, il convient d'analyser son évolution au cours de la période sous étude. Cette analyse permet d'apprécier la dynamique de la dette publique en mettant en évidence les tendances observées au niveau de la dette totale ainsi que de ses principales composantes, à savoir la dette intérieure et la dette extérieure. L'objectif est de mieux comprendre l'ampleur de l'endettement de l'État et les transformations intervenues dans sa structure entre 2020 et 2024.

Graphique 1. Évolution de de la dette totale



Source : Auteur, sur base des données de la DGDP

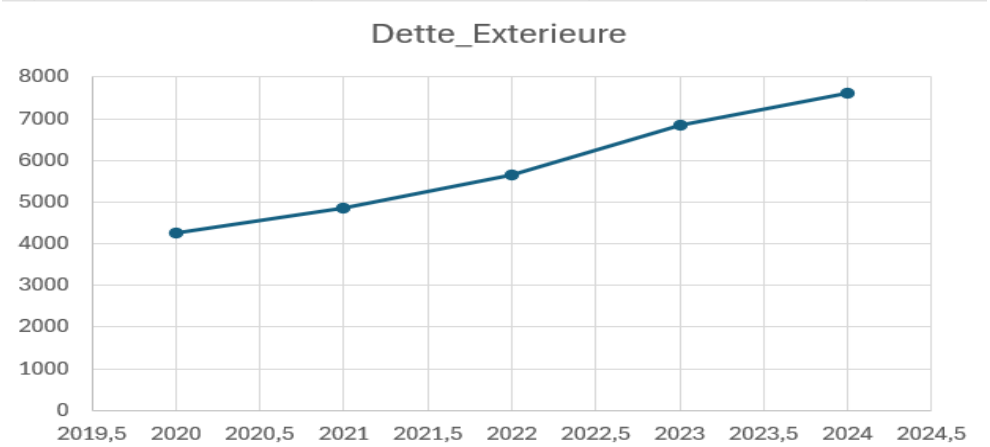
L'évolution de la dette publique totale en République Démocratique du Congo met en évidence une tendance fortement haussière au cours de la période 2020-2024. En effet, l'encours de la dette publique est passé de 6 194,92 millions USD en 2020 à 13 168,26 millions USD en 2024, soit une augmentation de plus de 112 %. Cette progression s'est opérée de manière continue, avec des niveaux successifs de 7 385,02 millions USD en 2021, 9 499,86 millions USD en 2022 et 10 558,54 millions USD en 2023. La hausse la plus importante est observée entre 2023 et 2024, où la dette publique s'est accrue de plus de 2,6 milliards USD. Cette dynamique traduit un recours croissant de l'État aux financements par emprunt afin de couvrir ses besoins budgétaires et de financer les programmes de développement. Elle témoigne également d'un renforcement

progressif des engagements financiers publics, ce qui souligne l'importance d'une gestion rigoureuse de la dette afin de préserver sa soutenabilité à moyen et à long terme.

2.2 Analyse de la dette extérieure

Après avoir analysé l'évolution globale de la dette publique, il importe d'examiner plus spécifiquement la dette extérieure, qui constitue la principale composante de l'endettement public en République Démocratique du Congo. Cette analyse vise à mettre en évidence les tendances de son évolution, la structure des créanciers ainsi que le poids relatif de l'endettement extérieur dans l'économie nationale. Elle permet également d'apprécier le rôle des différents partenaires financiers dans le financement des besoins de l'État au cours de la période 2020-2024.

Graphique 2. Évolution de la dette intérieure



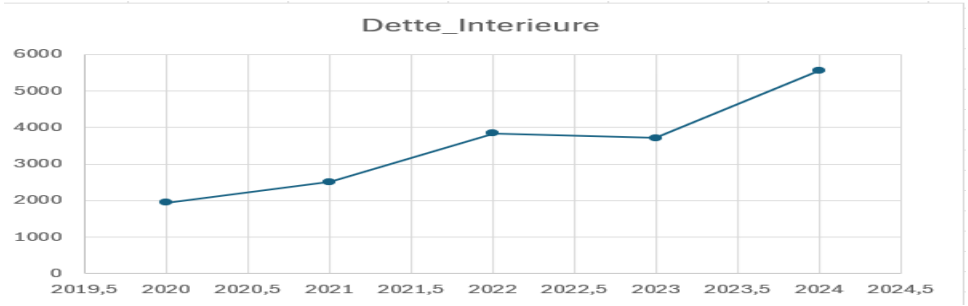
Source : Auteur, sur base des données de la DGDP

L'analyse de l'évolution de la dette extérieure montre une croissance continue de son encours sur l'ensemble de la période 2020-2024. En effet, la dette extérieure est passée de 4 249,13 millions USD en 2020 à 7 607,18 millions USD en 2024, soit une augmentation d'environ 79 %. Cette progression s'est opérée de manière régulière, l'encours atteignant successivement 4 867,98 millions USD en 2021, 5 659,32 millions USD en 2022 et 6 845,44 millions USD en 2023. Cette tendance traduit le recours croissant de l'État congolais aux financements extérieurs afin de soutenir ses besoins de financement et ses programmes de développement. Malgré cette hausse soutenue, la progression de la dette extérieure demeure relativement moins rapide que celle de la dette intérieure observée sur la même période. Néanmoins, la dette extérieure reste la principale composante de la dette publique congolaise, ce qui témoigne de l'importance des ressources mobilisées auprès des partenaires financiers internationaux dans le financement des activités de l'État.

2.3 Analyse de la dette intérieure

Après l'analyse de la dette extérieure, il est également nécessaire d'examiner la dette intérieure, qui occupe une place de plus en plus importante dans la structure de l'endettement public de la RDC. Cette section vise à mettre en évidence l'évolution de la dette intérieure ainsi que sa composition, afin d'apprécier le rôle des financements domestiques dans la couverture des besoins de l'État. L'analyse permettra également d'identifier les principales catégories d'engagements intérieurs et leur contribution à la dynamique récente de la dette publique.

Graphique 3. Évolution de la dette intérieure



Source : Auteur, sur base des données de la DGDP

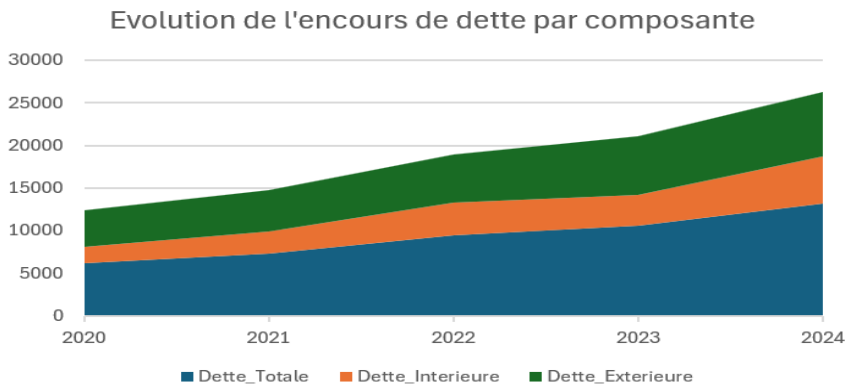
L'évolution de la dette intérieure en République Démocratique du Congo révèle une tendance globalement haussière entre 2020 et 2024. Son encours est passé de 1 945,79 millions USD en 2020 à 5 561,08 millions USD en 2024, soit une augmentation de près de 186 % sur l'ensemble de la période. Cette

progression s'est d'abord traduite par une hausse régulière entre 2020 et 2022, où la dette intérieure a atteint 3 840,54 millions USD. Une légère baisse est ensuite observée en 2023, l'encours reculant à 3 713,10 millions USD, ce qui peut traduire un effort temporaire de remboursement ou un ralentissement du recours au financement intérieur. Toutefois, cette diminution a été rapidement suivie d'une forte augmentation en 2024, portant la dette intérieure à son niveau le plus élevé de la période. Cette évolution témoigne d'un recours croissant de l'État aux sources de financement domestiques pour couvrir ses besoins budgétaires, renforçant ainsi le poids de la dette intérieure dans la structure globale de la dette publique congolaise.

2.4. Analyse combinée des composantes de la dette publique

Après avoir examiné séparément l'évolution de la dette publique totale, de la dette extérieure et de la dette intérieure, il apparaît nécessaire d'adopter une approche combinée afin de mieux appréhender la dynamique globale de l'endettement public en République Démocratique du Congo. Cette analyse conjointe permet de comparer l'évolution des différentes composantes de la dette, d'évaluer leur contribution respective à l'accroissement de l'endettement public et de mettre en évidence les transformations intervenues dans sa structure au cours de la période 2020-2024. Elle offre ainsi une vision d'ensemble des tendances qui caractérisent la dette publique congolaise.

Graphique 4. Évolution de l'encours de dette par composante



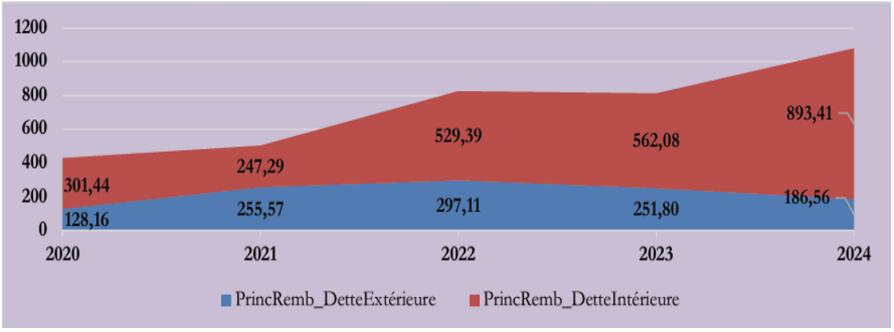
Source : Auteur, sur base des données de la DGDP

Le tableau met en évidence une progression continue de l'encours de la dette publique en République Démocratique du Congo entre 2020 et 2024. En effet, la dette publique totale est passée de 6 194,92 millions USD en 2020 à 13 168,26 millions USD en 2024, soit une augmentation de plus de 112 %, traduisant un recours croissant de l'État au financement par emprunt. Cette évolution est portée à la fois par la dette extérieure et la dette intérieure. La dette extérieure demeure la composante dominante de l'endettement public sur l'ensemble de la période, passant de 4 249,13 millions USD en 2020 à 7 607,18 millions USD en 2024. Toutefois, la dette intérieure connaît une croissance plus rapide, passant de 1 945,79 millions USD à 5 561,08 millions USD au cours de la même période, soit près du triple de son niveau initial. On observe néanmoins une légère diminution de la dette intérieure entre 2022 (3 840,54 millions USD) et 2023 (3 713,10 millions USD), avant une forte reprise en 2024. Dans l'ensemble, ces résultats témoignent d'une intensification de l'endettement public congolais, caractérisée par une montée progressive du poids de la dette intérieure tout en maintenant une prédominance de la dette extérieure dans la structure globale de la dette publique.

2.5. Service de la dette publique

Au-delà de l'évolution de l'encours de la dette publique, il est essentiel d'examiner le service de la dette, qui représente l'ensemble des paiements effectués par l'État au titre du remboursement du principal et des intérêts. L'analyse du service de la dette permet d'apprécier la charge financière supportée par les finances publiques ainsi que les contraintes budgétaires liées à l'endettement. Cette section met ainsi en évidence l'évolution du service de la dette publique en RDC au cours de la période 2020-2024, tout en distinguant les contributions respectives de la dette intérieure et de la dette extérieure.

Graphique 5 : Évolution du service de la dette publique par composante



Source : Auteur, sur base des données de la DGDP

Le graphique met en évidence l'évolution du remboursement du principal de la dette publique entre 2020 et 2024 selon ses deux composantes, à savoir la dette extérieure et la dette intérieure. Les résultats montrent que les remboursements du principal de la dette intérieure sont systématiquement supérieurs à ceux de la dette extérieure sur l'ensemble de la période. En effet, les remboursements de la dette intérieure sont passés de 301,44 millions USD en 2020 à 893,41 millions USD en 2024, soit une hausse de près de 196 %, traduisant une augmentation importante de la charge liée aux engagements domestiques de l'État. À l'inverse, les remboursements du principal de la dette extérieure ont progressé de 128,16 millions USD en 2020 à un pic de 297,11 millions USD en 2022 avant de diminuer progressivement pour atteindre 186,56 millions USD en 2024. Cette évolution révèle que l'accroissement du service de la dette publique est principalement porté par la dette intérieure, dont le poids devient de plus en plus important dans les finances publiques. Ainsi, la structure des remboursements confirme la montée en puissance de l'endettement intérieur dans la stratégie de financement de l'État congolais, tout en accentuant les contraintes budgétaires associées à son remboursement.

Le service total de la dette publique passe de 453,78 millions USD en 2020 à 1,15 milliard USD en 2024. Cette progression reflète l'augmentation de l'encours de la dette et des obligations de remboursement. La part de la dette intérieure dans le service global devient progressivement dominante. En 2024, elle représente près de 78 % du service total contre seulement 22 % pour la dette extérieure. L'évolution du paiement des intérêts confirme cette tendance. Les intérêts versés sur la dette extérieure augmentent de 17,72 millions USD en 2020 à 68,42 millions USD en 2024.

2.6. Analyse des décaissements

Après l'analyse de l'encours et du service de la dette publique, il convient d'examiner les décaissements effectués sur les emprunts extérieurs. Cette analyse permet d'apprécier l'évolution des ressources financières mobilisées auprès des partenaires extérieurs ainsi que la contribution des différentes catégories de créanciers au financement des besoins de l'État. Elle met également en évidence les tendances récentes des flux d'endettement et le rôle joué par les institutions bilatérales, multilatérales et commerciales dans le financement du développement de la République Démocratique du Congo au cours de la période 2020-2024.

Tableau I. Répartition des décaissements effectués sur emprunts extérieurs par type de créanciers de 2020 à 2024 (en millions de USD)

Catégorie	2020	2021	2022	2023	2024	Part en %
Emprunts bilatéraux	34,46	66,16	96,52	111,72	67,39	7,14%
Emprunts multilatéraux	563,30	772,35	879,61	1 378,04	876,64	92,86%
Banques commerciales et Autres	0,00	0,00	0,00	30,00	0,00	0,00%
Total Décaissements	**597,76**	**838,51**	**976,13**	**1 519,76**	**944,03**	100,00%
Evolution (en %)	--	**40,28**	**16,41**	**55,69**	**-37,88**	

Source : Auteur, sur base des données de la DGDP

Les décaissements extérieurs connaissent une progression importante entre 2020 et 2023 avant de diminuer en 2024. Ils atteignent un maximum de 1,52 milliard USD en 2023.

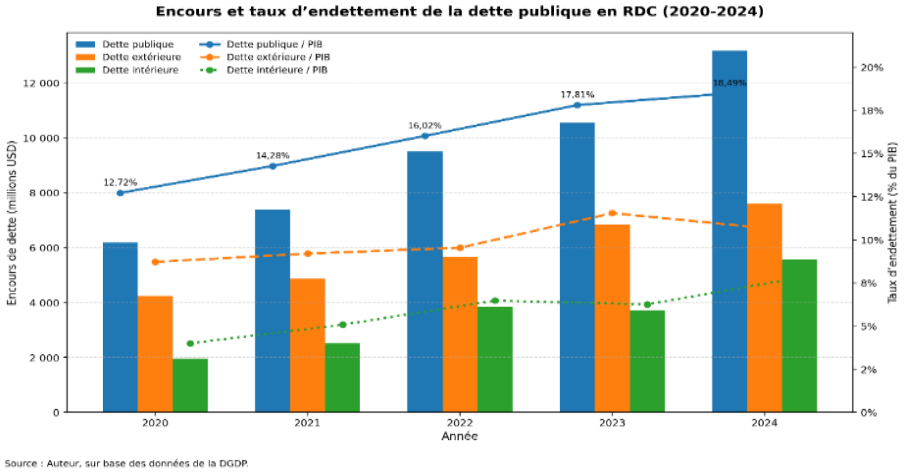
Les financements multilatéraux représentent plus de 92 % des décaissements observés sur l'ensemble de la période. Cette structure confirme le rôle central des institutions multilatérales dans le financement du développement en RDC.

Les décaissements extérieurs connaissent une progression importante entre 2020 et 2023 avant de diminuer en 2024. Ils atteignent un maximum de 1,52 milliard USD en 2023.

Les financements multilatéraux représentent plus de 92 % des décaissements observés sur l'ensemble de la période. Cette structure confirme le rôle central des institutions multilatérales dans le financement du développement en RDC.

2.7. Analyse de la soutenabilité

Après avoir analysé l'évolution de l'encours de la dette publique, sa structure, son service ainsi que les décaissements extérieurs, il est nécessaire d'évaluer sa soutenabilité. Cette analyse vise à apprécier la capacité de la République Démocratique du Congo à faire face à ses engagements financiers sans compromettre l'équilibre de ses finances publiques ni sa stabilité économique. À travers l'examen des principaux indicateurs d'endettement, notamment le ratio dette publique/PIB et le poids du service de la dette, cette section permet de déterminer si la dynamique actuelle de l'endettement demeure compatible avec les exigences d'une gestion budgétaire saine et durable.



Source : Auteur, sur base des données de la DGDP

Le graphique met en évidence une augmentation continue de l'encours de la dette publique en République Démocratique du Congo entre 2020 et 2024, celui-ci passant de 6 194,92 millions USD à 13 168,26 millions USD. Cette progression est portée à la fois par la hausse de la dette extérieure et par la croissance rapide de la dette intérieure. Toutefois, l'analyse de la soutenabilité montre que cette augmentation de l'encours ne s'est pas traduite par une détérioration préoccupante du niveau d'endettement. En effet, le ratio de la dette publique au PIB est passé de 12,72 % en 2020 à 18,49 % en 2024, demeurant largement inférieur au seuil de 70 % généralement retenu pour les économies en développement. De même, le taux d'endettement extérieur est resté compris entre 8,72 % et 11,55 % du PIB, tandis que celui de la dette intérieure n'a pas dépassé 7,81 % du PIB. Ces résultats indiquent que la capacité de l'économie congolaise à supporter le poids de la dette reste globalement satisfaisante et que la dette publique demeure soutenable sur l'ensemble de la période étudiée. Néanmoins, la progression rapide de la dette intérieure ainsi que l'augmentation continue du service de la dette constituent des signaux qui nécessitent une vigilance accrue afin d'éviter que l'endettement n'exerce, à l'avenir, une pression excessive sur les finances publiques. Ainsi, bien que les indicateurs actuels ne révèlent pas de risque immédiat de surendettement, la préservation de la soutenabilité de la dette dépendra de la capacité de l'État à maintenir une croissance des ressources publiques suffisante et à orienter les emprunts vers des investissements productifs.

III. DISCUSSION DES RESULTATS

Les résultats de cette étude mettent en évidence une augmentation continue de la dette publique en République Démocratique du Congo entre 2020 et 2024. L'encours total de la dette publique est passé de 6,19 milliards USD à 13,17 milliards USD, traduisant un recours accru de l'État aux financements extérieurs et intérieurs pour soutenir ses besoins budgétaires et ses programmes de développement. Cette évolution rejoint les observations de la Banque mondiale (2024) et du Fonds Monétaire International (2024), qui soulignent une tendance généralisée à l'accroissement de l'endettement public dans les pays en développement à la suite des chocs économiques récents. Elle confirme également les analyses de Sachs (1989) et Pattillo, Poirson et Ricci (2011), selon lesquelles l'endettement constitue un instrument privilégié de financement lorsque les ressources internes sont insuffisantes pour répondre aux besoins d'investissement.

L'étude montre par ailleurs que la dette extérieure demeure la principale composante de la dette publique congolaise, bien que la dette intérieure ait connu une progression plus rapide au cours de la période étudiée. Cette situation est conforme aux travaux de Panizza et Presbitero (2014), qui mettent en évidence l'importance croissante des marchés domestiques de la dette dans les économies en développement. La montée de la dette intérieure observée en RDC traduit ainsi une diversification progressive des sources de financement de l'État. Toutefois, comme le soulignent ces auteurs, une augmentation rapide de la dette intérieure peut également accroître les pressions sur les finances publiques, notamment à travers l'augmentation du service de la dette et le risque d'éviction du financement du secteur privé.

Les résultats relatifs à la structure de la dette extérieure révèlent une forte prédominance des créanciers multilatéraux, qui représentent la majeure partie de l'encours et des décaissements extérieurs. Cette situation est cohérente avec les conclusions de l'African Development Bank (2022), selon lesquelles les institutions multilatérales demeurent les principaux bailleurs de fonds des pays africains en raison des conditions financières généralement plus favorables qu'elles offrent. La dépendance observée vis-à-vis de ces partenaires financiers traduit à la fois l'importance de leur soutien au financement du développement et la nécessité pour la RDC de renforcer progressivement ses capacités de mobilisation des ressources internes afin de réduire sa vulnérabilité financière.

Concernant le service de la dette, les résultats montrent une augmentation significative des remboursements du principal et des intérêts sur la période étudiée. Le service total de la dette est passé de 453,78 millions USD en 2020 à plus de 1,14 milliard USD en 2024. Cette évolution confirme les préoccupations formulées par Coulibaly et Gandhi (2018), qui soulignent que la croissance rapide du service de la dette peut réduire les marges budgétaires disponibles pour financer les dépenses sociales et les investissements publics. Elle rejoint également les analyses de Krugman (1988), selon lesquelles l'accumulation de dette peut progressivement devenir une contrainte pour les finances publiques lorsque les charges de remboursement augmentent plus rapidement que les capacités de mobilisation des ressources.

L'un des principaux résultats de cette étude concerne la soutenabilité de la dette publique. Malgré la forte progression de l'encours de la dette, le taux d'endettement demeure relativement faible, passant de 12,72 % du PIB en 2020 à 18,49 % du PIB en 2024. Ces niveaux restent largement inférieurs aux seuils généralement retenus dans la littérature et par les institutions internationales. Ce constat est en accord avec les travaux de Domar (1944), qui considèrent qu'une dette est soutenable tant que sa progression demeure compatible avec la capacité de remboursement de l'économie. Il confirme également les analyses du FMI (2024) et de la Banque mondiale (2023), qui classent la RDC parmi les pays présentant un risque modéré de surendettement.

Toutefois, les résultats obtenus nuancent certaines conclusions de Reinhart et Rogoff (2010) ainsi que de Caner, Grennes et Koehler-Geib (2010), qui mettent en évidence des effets négatifs de l'endettement lorsque celui-ci atteint des niveaux élevés. Dans le cas de la RDC, les ratios d'endettement observés restent encore éloignés des seuils critiques identifiés dans ces études. Néanmoins, la progression rapide de la dette intérieure, l'augmentation continue du service de la dette et les besoins croissants de financement public constituent des facteurs qui pourraient, à terme, affecter la soutenabilité si aucune mesure de gestion prudente n'est adoptée.

Dans l'ensemble, les résultats confirment l'idée largement admise dans la littérature selon laquelle la soutenabilité de la dette publique ne dépend pas uniquement du volume de la dette, mais également de sa structure, de la qualité de sa gestion et de la capacité de l'État à mobiliser durablement des ressources suffisantes pour assurer le service de ses engagements. Ils mettent ainsi en évidence l'importance pour la République Démocratique du Congo de poursuivre les efforts de gestion prudente de la dette, de renforcer les recettes publiques et de privilégier l'affectation des emprunts à des investissements productifs capables de soutenir durablement le développement économique du pays.

CONCLUSION

La présente étude avait pour objet d'analyser l'évolution, la structure et la soutenabilité de la dette publique en République Démocratique du Congo sur la période 2020-2024. Dans un contexte marqué par l'accroissement des besoins de financement de l'État et le recours croissant à l'endettement comme instrument de mobilisation des ressources, la recherche s'est interrogée sur deux préoccupations majeures, à savoir : comment la dette publique a-t-elle évolué en République Démocratique du Congo entre 2020 et 2024 ? et dans quelle mesure la structure de la dette publique influence-t-elle sa soutenabilité ?

Pour répondre à ces questions, l'étude s'est fixée comme objectif général d'analyser l'évolution, la structure et la soutenabilité de la dette publique congolaise. Plus spécifiquement, il s'est agi d'examiner la

dynamique de la dette publique au cours de la période étudiée, d'analyser la structure de la dette intérieure et extérieure, d'évaluer l'évolution du service de la dette ainsi que d'apprécier la soutenabilité de l'endettement public à travers les principaux indicateurs financiers.

Les résultats obtenus montrent que la dette publique congolaise a connu une progression continue entre 2020 et 2024. L'encours total est passé de 6,19 milliards USD à 13,17 milliards USD, traduisant un accroissement significatif des engagements financiers de l'État. Cette évolution est portée à la fois par la dette extérieure, qui demeure la principale composante de l'endettement public, et par la dette intérieure, dont la croissance a été particulièrement rapide au cours de la période. L'analyse de la structure de la dette extérieure révèle une forte prédominance des créanciers multilatéraux, qui représentent l'essentiel des financements extérieurs et des décaissements reçus par le pays.

L'étude met également en évidence une augmentation importante du service de la dette publique, qui est passé de 453,78 millions USD en 2020 à plus de 1,14 milliard USD en 2024. Cette évolution traduit l'alourdissement progressif des obligations financières de l'État, particulièrement en ce qui concerne la dette intérieure. Toutefois, malgré cette croissance de l'encours et du service de la dette, les indicateurs de soutenabilité demeurent relativement favorables. Le taux d'endettement total est passé de 12,72 % du PIB à 18,49 % du PIB, un niveau largement inférieur aux seuils critiques généralement retenus par les institutions financières internationales.

Au regard de ces résultats, il ressort que la dette publique de la République Démocratique du Congo demeure globalement soutenable sur la période étudiée. Néanmoins, la progression rapide de la dette intérieure et l'augmentation continue du service de la dette appellent à une gestion prudente afin de préserver la stabilité des finances publiques et d'éviter toute détérioration future de la capacité de remboursement du pays.

À cet effet, deux recommandations principales peuvent être formulées. Premièrement, il est nécessaire de renforcer la mobilisation des ressources publiques internes afin de réduire progressivement la dépendance à l'endettement et d'améliorer la capacité de remboursement de l'État. Deuxièmement, les nouveaux emprunts devraient être davantage orientés vers des investissements productifs capables de générer des retombées économiques et budgétaires suffisantes pour garantir la soutenabilité de la dette à moyen et à long terme.

BIBLIOGRAPHIE

- African Development Bank. (2022). *African Economic Outlook 2022: Supporting Climate Resilience and a Just Energy Transition in Africa*. African Development Bank Group.
- Barro, R. J. (1979). On the determination of the public debt. *Journal of Political Economy, 87*(5), 940–971. https://doi.org/10.1086/260807
- Blanchard, O. J. (1990). Suggestions for a new set of fiscal indicators. *OECD Economics Department Working Papers*, No. 79. Organisation for Economic Co-operation and Development.
- Caner, M., Grennes, T., & Koehler-Geib, F. (2010). *Finding the tipping point: When sovereign debt turns bad*. World Bank Policy Research Working Paper No. 5391. World Bank.
- Coulibaly, B., & Gandhi, D. (2018). Debt vulnerabilities in African economies. Brookings Institution.
- Coulibaly, B., & Gandhi, D. (2018). *Debt vulnerabilities in Africa: How strong are the fundamentals?* Brookings Institution.
- Direction Générale de la Dette Publique. Rapports annuels 2020-2024.
- Domar, E. (1944). The burden of debt and the national income. American Economic Review, 34(4), 798-827.
- Domar, E. D. (1944). The burden of the debt and the national income. *American Economic Review, 34*(4), 798–827.
- Fonds Monétaire International (FMI). (2024). *Debt Sustainability Analysis for Low-Income Countries*. International Monetary Fund.
- Fonds Monétaire International. (2024). Debt Sustainability Analysis for Low-Income Countries.
- Krugman, P. (1988). Financing versus forgiving a debt overhang. Journal of Development Economics, 29(3), 253-268.
- Krugman, P. (1988). Financing versus forgiving a debt overhang. *Journal of Development Economics, 29*(3), 253–268. https://doi.org/10.1016/0304-3878(88)90044-2
- Panizza, U., & Presbitero, A. F. (2014). Public debt and economic growth: Is there a causal effect? *Journal of Macroeconomics, 41*, 21–41. https://doi.org/10.1016/j.jmacro.2014.03.009

- Pattillo, C., Poirson, H., & Ricci, L. (2011). External debt and growth. Review of Economics and Institutions, 2(3).
- Pattillo, C., Poirson, H., & Ricci, L. A. (2011). External debt and growth. *Review of Economics and Institutions, 2*(3), 1–30.
- Presbitero, A. F. (2012). Total public debt and growth in developing countries. *European Journal of Development Research, 24*(4), 606–626. https://doi.org/10.1057/ejdr.2011.62
- Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2010). Growth in a time of debt. *American Economic Review, 100*(2), 573–578. https://doi.org/10.1257/aer.100.2.573
- Reinhart, C., & Rogoff, K. (2010). Growth in a time of debt. American Economic Review, 100(2), 573-578.
- Sachs, J. D. (1989). The debt overhang of developing countries. In G. Calvo, R. Findlay, P. Kouri & J. Braga de Macedo (Eds.), *Debt, Stabilization and Development: Essays in Memory of Carlos Diaz-Alejandro* (pp. 80–102). Basil Blackwell.
- World Bank. (2023). *Democratic Republic of Congo Economic Update: Investing in Governance for Sustainable Growth*. World Bank.
- World Bank. (2024). *International Debt Report 2024*. World Bank.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reychler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSNB : 2790-3095 (impr.)
N° ISSNB : 2790-3109 (ligne)

